

le  
mag

HORS-SÉRIE  
HOMMAGE



**JEAN-LUC  
LAURENT  
(1957-2024)**

**UN ENGAGEMENT  
POLITIQUE POUR  
« CHANGER LA VIE » 4**

**LA RÉPUBLIQUE  
AU COIN DE LA RUE 6**

**UN DÉPUTÉ LIBRE  
ET FIDÈLE À SES  
CONVICTIONS 9**

**POUR UNE  
POLITIQUE SOCIALE  
DU LOGEMENT 12**

**L'ADIEU 14**

**Rendez-vous  
le samedi 11 janvier à 11 h  
pour l'inauguration du  
Centre culturel Jean-Luc Laurent  
sur le parvis de  
la médiathèque L'Écho située  
au 53, avenue de Fontainebleau.**



**L**e 11 janvier 2024, Jean-Luc Laurent nous quittait. L'année 2024 a débuté de façon particulière, puisqu'au lieu de souhaiter les vœux à la population, le conseil municipal décidait de transformer cette soirée festive en soirée d'hommage à son maire. Il méritait de la ville un dernier au-revoir, un dernier salut, lui qui des années durant s'était consacré, corps et âme, au Kremlin-Bicêtre et aux Kremlinois.

Élu pour la première fois Conseiller municipal en 1983, il fourbit ses armes dans l'opposition pendant 12 années. Et de l'opposition, il savait en fournir aux équipes alors en place, mais avec l'intelligence de celui qui avait, en lui, l'idée de ce que doit être une ville, l'idée de ce que doit être sa ville, le Kremlin-Bicêtre. Jean-Luc Laurent, c'était une certaine idée de la politique, comme une tâche noble. Un combat parfois, mais avant tout un combat d'idées.

Alors, quand en 1992 il suivait Jean-Pierre Chevènement dans la création du Mouvement des citoyens, Jean-Luc Laurent, par-delà les frontières du Kremlin-Bicêtre, affirmait avant tout une certaine idée de la France et de la République. Et cette République doit être d'abord laïque. C'est par là que doit passer la liberté de chacune et de chacun. Elle doit aussi soutenir et favoriser le service public, ce patrimoine de ceux qui n'en ont pas. L'État, pour lui, est avant tout le garant du lien social. Il doit participer de la formation des citoyens.

Quand il est élu maire pour la première fois en 1995, Jean-Luc Laurent a ses piliers idéologiques ; il peut alors construire sereinement une politique pour sa ville, sa politique. Son engagement auprès de la population, son travail incessant, son in-

vestissement dans la ville sont reconnus pendant près de trois décennies. Il est réélu en 2001, 2008, 2014 et 2020.

À la suite de son décès, la succession s'est alors organisée. La municipalité est au travail et poursuit les engagements actés en 2020. Mais Jean-Luc Laurent demeure, par son héritage, idéologique, politique bien sûr, mais aussi concret. La ville du Kremlin-Bicêtre, qu'on entrevoit par la porte ouverte sur l'année 2025, est une ville marquée de l'empreinte de Jean-Luc Laurent. Le parc Pinel, les crèches de la ville, l'école maternelle Desnos, la médiathèque et l'arrêt de la bétonisation à outrance qui fut le propre des années 1970 et 1980.

À titre personnel, il demeure un homme que j'ai vu faire de la politique avec toute l'honnêteté qui était la sienne, dans la rigueur de sa fonction. Il demeure un homme au travail, animé par l'amour des autres et par le désir de bien faire dans le respect de chacun et dans la protection des plus faibles. Il demeure un homme debout dans la vérité de ses convictions, prêt à se battre dans le respect de ses adversaires.

Le 11 janvier 2025, un an jour pour jour après la disparition de Jean-Luc Laurent, un conseil municipal extraordinaire lui sera consacré afin de donner son nom au centre culturel accueillant la médiathèque et le conservatoire intercommunal pour lesquels il s'est tant engagé. « *Le temps emporte tout, l'esprit comme le reste* », écrit Virgile. Le 11 janvier, nous combattons le temps et inscrirons son nom pour la postérité.

**Jean-François DELAGE**  
Maire du Kremlin-Bicêtre

# UN ENGAGEMENT POLITIQUE POUR « CHANGER LA VIE »

**Durant près d'un demi-siècle, le riche parcours politique de Jean-Luc Laurent a porté le sceau de trois fidélités : à Jean-Pierre Chevènement, dont il partagea les convictions et les combats, à sa ville, qu'il servit pendant près de vingt-cinq ans, et à son pays qu'il espérait toujours plus social et plus fraternel, dans le but d'améliorer la vie de ses concitoyens pour un avenir meilleur.**

Indéniablement, la politique fut la grande passion de Jean-Luc Laurent. Celle à laquelle il consacra sa vie sans jamais déroger aux valeurs initiales qui fondèrent son engagement. Jusqu'à son décès, le 11 janvier 2024, le compagnon de la première heure de Jean-Pierre Chevènement, patron historique du Mouvement républicain et citoyen (MRC) et maire passionné du Kremlin-Bicêtre, n'aura eu de cesse de défendre une République sociale, avec l'intérêt général, la justice sociale, le rejet de toute discrimination, l'égalité de droits et la souveraineté du pays comme unique boussole.

Tous ceux qui ont été ses compagnons de route soulignent sa constance dans ses combats, loyaux à l'égard du « chevènementisme originel », marqué à gauche. « Il a été pendant au moins 20 ans le plus fidèle lieutenant de Jean-Pierre Chevènement, se souvient Thierry Cotelte, conseiller régional et compagnon de route historique de Jean-Luc Laurent. C'était lui qui tenait la maison, qui en avait la légitimité historique. Sa force politique, c'était la loyauté aux hommes, et, plus encore, une fidélité aux idées. »

## L'ENGAGEMENT

Une fidélité qui prend racine en 1974, au lycée, lorsqu'avec plusieurs camarades, il organise la première grève que son établissement n'ait jamais connue, contre le projet de réforme de l'enseignement secondaire établi par Joseph Fontanet, alors ministre de l'Éducation nationale du président Giscard d'Estaing. « Sa conscience politique et sa volonté d'engagement démarrent de là », explique Marie-Claude, la compagne de Jean-Luc Laurent, qui fut à ses côtés pendant plus de quarante ans.

Alors qu'il s'engage dans une licence de droit public à la Sorbonne,

« afin d'avoir les bases pour faire de la politique un métier », il entre au Parti socialiste (PS) en 1977, à 20 ans, et rejoint le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (CERES), fondé par Jean-Pierre Chevènement. « Jean-Luc était un militant acharné, tant sur le plan local que national où il a participé aux débats du CERES, au détriment parfois de ses études », se souvient son ami Didier Bourdelin, alors au PS et au CERES local. « Dans le bouillonnement politique en gestation qu'on voyait poindre à gauche au milieu des années 1970, le CERES constituait l'aile gauche du PS et servait de courroie de transmission avec le PC, au moment de construire le programme commun », poursuit Marie-Claude. « Ce courant de pensée et d'action a largement contribué au succès de la gauche au printemps 1981, témoigne de son côté Michel Bordeloup, un des permanents du PS d'alors. Jean-Luc a mené aux côtés de Jean-Pierre Chevènement un travail politique et militant en faveur des idées et des projets qui ont conduit aux principales réalisations dont on parle encore aujourd'hui avec respect et émotion : retraite à 60 ans, 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, décentralisation, abolition de la peine de mort, suppression des juridictions d'exception, prix unique du livre, etc. Nous vivions alors avec l'espoir non de changer de vie pour nous-mêmes, mais de changer la vie pour les autres et avec eux ».

## COMPAGNON DE ROUTE DE CHEVÈNEMENT

La rencontre décisive dans la vie politique de Jean-Luc Laurent est évidemment celle de Jean-Pierre Chevènement. C'est peu dire que d'emblée les deux hommes s'apprécient. Entre eux, le courant passe. Sur tous les points. « Jean-Luc était un homme aux convictions solides, au caractère bien trempé, ainsi qu'un remarquable organisateur en qui je pouvais avoir confiance », analyse aujourd'hui l'ancien sénateur-maire de Belfort. Au point de lui confier le secrétariat général de son courant de pensée, lorsque le CERES devient « Socialisme et

République », en 1986, l'année même où Jean-Luc Laurent conquiert, à moins de 29 ans, son premier mandat en tant que Conseiller régional d'Île-de-France. « Jean-Luc était aussi un militant, poursuit Jean-Pierre Chevènement, c'est-à-dire quelqu'un qui liait la pensée et l'action et qui faisait en sorte que ses actes reflètent une analyse que nous partagions. Sur presque tous les points, nous étions plus que proches. » Les deux hommes se rejoignent notamment en 1983 sur la critique du parti socialiste lorsque celui-ci prend le « tournant de la rigueur » économique, que beaucoup de militants jugent comme étant surtout celui « de l'austérité et de la première soumission aux injonctions néo-libérales ». L'éloignement du PS survient en 1991, avec la fracassante démission de Jean-Pierre Chevènement du mi-

**« Sur presque tous les points, nous étions plus que proches. »**

**Jean-Pierre Chevènement**

nistère de la Défense pour protester contre l'engagement de l'armée française dans la guerre en Irak. La critique envers les socialistes doublée d'un refus de leur « tournant gestionnaire » prend de l'ampleur avec l'opposition au traité de Maastricht de 1992 – que soutient en majorité le PS –, qui marque l'un des actes fondateurs de l'Europe supranationale et marchande. « Jean-Luc sentait bien les dérives apportées par l'Europe libérale, celle qui met en cause notre souveraineté nationale et fragilise notre modèle social et notre industrie », se souvient la sénatrice de la Gauche républicaine et sociale (GRS) Marie-Noëlle Lienemann.

## DU MDC AU MRC

Dès lors, la scission d'avec le PS devient inéluctable et prend un tournant concret l'année suivante avec la création d'un parti politique indépendant, le Mouvement des citoyens (MDC), pour lequel Jean-Pierre Chevènement nomme à nouveau son fidèle lieutenant secrétaire général. Jean-Luc Laurent est loyal, donc, y compris quand Jean-Pierre Chevènement appelle à un rassemble-

ment des « républicains des deux rives » de la politique au sein du Pôle républicain au moment de sa candidature à l'élection présidentielle de 2002. « Il y avait un débat stratégique sur l'ambition de bâtir le Pôle républicain au-delà de la gauche et de la droite, explique Eric Coquerel, alors cadre du MDC et futur député de La France Insoumise (LFI). Jean-Luc Laurent a poussé pour conserver le parti à gauche. »

Suite à son échec à l'élection présidentielle (5,33 % des voix), le parti de Jean-Pierre Chevènement et Jean-Luc Laurent, devenu entre-temps Mouvement Républicain et Citoyen (MRC), retrouve une partie de son ADN souverainiste de gauche en s'inscrivant dans le camp du « Non » lors du référendum sur le traité constitutionnel européen, lequel, alors qu'une majorité de Français a voté « Non » le 29 mai 2005, sera ratifié par le Conseil européen lors du « traité de Lisbonne », en 2007.

## RÉPUBLIQUE SOCIALE ET LAÏCITÉ

La constance et la fidélité de Jean-Luc Laurent dans les idées du « chevènementisme originel » trouvent leur récompense en 2010 lorsque les militants du MRC l'investissent comme président du parti avec 91,7 % des voix, prenant ainsi la succession de son « mentor », qui en conserve néanmoins la présidence d'honneur, avant de quitter définitivement le mouvement en 2015.

Ses derniers combats en faveur d'une République sociale et laïque, Jean-Luc Laurent les mène à la Gauche républicaine et socialiste (GRS), aux côtés de Marie-Noëlle Lienemann et du dissident socialiste Emmanuel Maurel, puis au sein de la Fédération de la Gauche Républicaine (FGR). « Jean-Luc Laurent était très attaché à une laïcité qui met en lumière l'exigence des luttes contre les ségrégations, les discriminations et contre la pauvreté. Il ne ménageait pas non plus ses efforts pour rassembler et tenter de donner force et visibilité à une gauche républicaine et sociale que nous considérons comme un pilier indispensable au sursaut de la gauche face aux menaces qui pèsent sur nos démocraties », analyse Marie-Noëlle Lienemann, avant de confier cette réflexion de Jean-Luc Laurent : « Ce n'est pas devant l'adversité qu'il faut céder ou se décourager. Il faut toujours espérer et surtout, il faut agir pour pouvoir espérer. »

# La République au coin de la rue

Maire du Kremlin-Bicêtre de 1995 à 2016, puis de 2020 à 2024, Jean-Luc Laurent aura profondément transformé le visage de la ville grâce à un investissement personnel de tous les instants, incarnant ce qu'il appelait « la République au coin de la rue ».

« Un vrai maire ». Au printemps 2020, Jean-Luc Laurent avait choisi ce slogan pour illustrer l'affiche de campagne destinée au premier tour des élections municipales. Bien sûr, ces trois mots étaient d'abord une pierre malicieuse lancée dans le jardin de ses adversaires du moment. Il n'empêche. La formule valait d'abord pour lui-même tant il a incarné la fonction durant plus de deux décennies.

## ASCENSION

Bien que né à Paris, le 23 juin 1957, Jean-Luc Laurent était un enfant de la ville, ses grands-parents maternels, des immigrés d'origine italienne, s'y étant installés pour y ouvrir une épicerie-restaurant. Également fils d'une commerçante et d'un serveur, il se prit très vite d'une affection profonde pour cette cité qui l'avait vue grandir et dont il connaissait chaque recoin pour les avoir parcourus en tous sens avec ses amis.

À mesure que croissait son attachement pour sa ville, Jean-Luc Laurent développait en parallèle une passion pour la politique, avec l'ambition de changer la vie quotidienne des habitants. Une volonté qui l'amena à présenter sa candidature aux élections municipales. Élu pour la première fois en 1983 dans les rangs de l'opposition, il trouvait enfin sa récompense en 1995, lors d'une triangulaire, Claudine Décimo, la maire sortante, ayant refusé de faire alliance avec le candidat du Front national. « Il était fier de cette victoire qui représentait l'aboutissement de 12 années de lutte », confie sa femme Marie-Claude. Dès lors, l'écharpe tricolore de maire ne devait plus lui échapper avec des succès en 2001, 2008, 2014 et à nouveau en 2020.

Élu député de la 10<sup>e</sup> circonscription du Val-de-Marne en 2012, il dut néanmoins céder son poste à son premier adjoint en janvier 2016, afin de respecter la loi sur le non-cumul des mandats. Rattrapé par diverses affaires, son successeur fut mis en examen en 2018 pour « abus de confiance, favoritisme, trafic d'influence et corruption active », tout en conservant sa place à la mairie. Une situation qui poussait Jean-Luc Laurent à se présenter aux élections municipales suivantes, en 2020, avant de l'emporter au terme d'une nouvelle triangulaire.

## UN HÉRITAGE IMMENSE

Au cours de ses cinq mandats, c'est peu dire que Jean-Luc Laurent aura marqué la ville de son empreinte. Il l'aura transformée, et ce, dans tous les secteurs, léguant aux habitants un héritage immense. Déterminé à améliorer la vie de ses concitoyens, il initia nombre de chantiers d'ampleur, comme la médiathèque L'Écho, à l'architecture avant-gardiste, le centre commercial Okabé, ou encore l'aménagement puis l'extension du parc Pinel, poumon vert de la ville.

Convaincu, que « les services publics sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas », il s'attacha aussi à créer nombre de services publics nouveaux, tels que le centre social Germaine-Tillion, les services jeunesse et petite enfance, le relais des assistantes maternelles, ou encore la halte-garderie Marie-Claude-Vaillant-Couturier. Sous

son impulsion, on vit également sortir de terre l'espace jeunesse, le centre de loisirs Aimé-Césaire, le Point Information jeunesse (PIJ), la crèche Françoise-Dolto et l'école Robert-Desnos. Des réalisations qui faisaient écho à sa politique en faveur de l'éducation, socle de la citoyenneté et vecteur d'émancipation sociale, pour lesquels il initia les clubs « coup de pouce », contre l'échec scolaire, ou encore le projet de démocratisation culturelle Demos.

## DES RÉALISATIONS MULTIPLES

Parce que l'association entre la fête et la culture – qui était l'une de ses passions – est aussi un bon moyen d'instaurer du lien et de la cohésion sociale, il favorisa dès 2010 la création des Estivales dont chaque Kremlinois peut encore profiter aujourd'hui, ainsi que son pendant



« C'était un maire proche et bienveillant. »

Nathalie

hivernal, le festival Russenko. Celui-ci ne connut cependant que six éditions, la baisse des dotations de l'État combinée à la volonté de ne pas augmenter les impôts obligeant le maire à suspendre l'événement. « Il y a une dizaine d'années, il avait aussi poussé à l'implantation d'une mosquée juste à côté de la synagogue, ce qui avait favorisé l'émergence d'un dialogue interculturel auquel Jean-Luc tenait beaucoup et qui perdure encore aujourd'hui », complète Marie-Claude.

Dans ce panorama forcément incomplet parce que trop riche, rappelons que Jean-Luc Laurent aura également développé la pratique sportive avec la construction en 2005 de la halle des sports dans l'enceinte du stade des Esselières, mais aussi et surtout avec la réouverture de la piscine intercommunale en 2009. Un projet qui mit plus de dix ans à se réaliser et qui traduit assez bien la ténacité dont il pouvait faire preuve dès que l'intérêt général et le bien-être des habitants

étaient en jeu.

## UN ÉLU DE TERRAIN

Pour parvenir à mener tous ces projets à leur terme, Jean-Luc Laurent n'aura pas ménagé sa peine. Constamment sur la brèche, il n'était pas rare de voir brûler la lumière de son bureau assez tard dans la nuit, de même qu'il était assez fréquent de le croiser dans la rue. « Jean-Luc se déplaçait quasiment tout le temps à pied, se souvient Bastien Faudot, collaborateur au cabinet du maire dans les années 2000. Il habitait sur le haut de la ville et la mairie était en bas. Ce qu'on redoutait, c'est qu'il revienne avec son carnet rempli. Car en chemin, il notait tout ! Un problème d'égout, un trottoir cassé, une boîte aux lettres défoncée, la doléance d'un habitant en difficulté... »

Il faut l'avoir suivi une journée entière, que ce soit à la fête de la Ville ou encore pour la rentrée des classes où il mettait un point d'honneur à faire le tour de toutes les écoles du Kremlin-Bicêtre, pour mesurer la portée de son implication au service de tous les habitants. Un jour, à l'un de ses collaborateurs qui lui demandait quel était son secret pour déployer autant d'énergie sans paraître fatigué, il répondait en riant : « Moi, je suis comme Bernard Tapie : je marche à la pile Wonder ! ».

Puis, retrouvant son sérieux, presque à voix basse, sur le ton de la confiance : « Qu'est-ce que tu veux, il faut bien le faire, le boulot : derrière, il y a des gens qui attendent, qui espèrent, qui ont besoin. Alors... »

## « AVEC LUI, LES VACANCES DURAIENT UNE HEURE ! »

Cette implication de tous les instants prenait souvent le pas sur sa vie privée. « Avec lui, les vacances duraient une heure ! », confirment Guillaume et Julien, ses jumeaux. Le temps pour nous de faire l'ascension du Puy de Dôme, comme chaque été, en famille. Retourné en bas, il rallumait son portable et reprenait le travail... »

Cette exigence envers lui-même et au nom de laquelle il exerçait son mandat, il l'appliquait également aux agents des services de la Ville, même s'il entretenait avec eux un rapport de proximité assez rare.

## « Je suis comme Bernard Tapie : je marche à la pile Wonder ! »

« Monsieur Laurent était très à l'écoute des agents, témoigne Nathalie, employée à la mairie dès le premier mandat du maire. En hiver, lorsque les équipes partaient saler les rues de la ville, il prenait le temps de leur rendre visite pour s'assurer de leur bien-être, les remercier et échanger quelques mots. Avec nous, il ne se comportait pas comme un maire ordinaire, en mettant entre nous une distance hiérarchique, mais comme quelqu'un de proche et de bienveillant », poursuit-elle. « Cet engagement, ce rapport charnel et incarné à la chose publique, complète Jean-François Delage qui a pris la suite de Jean-Luc Laurent, c'était ce qu'il appelait " la République au coin de la rue " ; c'est-à-dire le premier échelon de la proximité qui donnait tout son sens à sa fonction politique. »

## DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Jean-Luc Laurent n'était pas non plus de ces élus qui décident seuls de l'avenir de « leur » ville. Au contraire. Convaincu qu'une ville appartient d'abord à ses habitants, il n'a eu de cesse tout au long de ses mandats de développer la démocratie participative. Que ce soit à travers les Conseils de quartiers, les réunions publiques ou les ateliers, il avait ainsi tenu à multiplier les espaces de concertation, de consultation et de participation pour alimenter ce qu'il appelait « la fabrique du commun », en rendant les Kremlinois acteurs de leur devenir. « Réussir l'aménagement d'une ville, écrivait-il dans nos colonnes en juin 2023, ce n'est pas seulement en redessiner le paysage, c'est avant tout le construire avec ceux qui en sont les premiers usagers : vous ! » Aussi, ces dernières années, avait-il renforcé les outils pour donner la parole aux habitants, tels que la mise en place de la plateforme participative « Le Lien », ou encore le Référendum Kremlinois Annuel, pour que les citoyens se prononcent sur des questions d'intérêt général choisies par eux-mêmes. « Pour lui, confirme Jean-François Delage, la liberté passait par une démocratie réelle partout dans la vie publique, en donnant à chacun la capacité d'agir sur son propre destin, mais aussi de pouvoir contribuer à la destinée collective. »

## D'UN MAIRE À L'AUTRE

Son ultime combat, Jean-Luc Laurent le mena une fois de plus en faveur de la défense des services publics, qui constituaient à ses yeux le socle d'une démocratie au plus près des habitants. Le 14 décembre 2023, pour protester contre le manque de moyens alloués par l'État aux communes « à qui on demande de faire toujours plus avec toujours moins », il avait renouvelé la journée « Mairie en colère », en mobilisant à nouveau autour de lui, sur les marches de l'Hôtel-de-Ville, une cinquantaine d'élus de toutes les communes du Val-de-Marne et de tous les bords politiques.

Ce fut sa dernière apparition publique. Moins d'un mois plus tard, le long cortège de sa famille et de ses amis l'accompagnait jusqu'à sa dernière demeure, au cimetière communal de la ville. Le hasard ou la malice du destin voulut que sa sépulture soit voisine de celle d'Eugène Thomas, le premier maire de la Ville. Nul doute qu'au plus profond de leur éternité les deux hommes aient eu d'emblée beaucoup de choses à se raconter...



## Un député libre et fidèle à ses convictions

Élu député de la 10<sup>e</sup> circonscription du Val-de-Marne le 17 juin 2012, Jean-Luc Laurent aura, tout au long de son mandat, conservé son indépendance de vote et de parole, n'hésitant pas à critiquer les choix politiques d'une majorité socialiste dont il faisait pourtant partie, lorsqu'il estimait que ces choix allaient à l'encontre de ses convictions sociales ou des intérêts de la Nation.

**D**ans le parcours politique de Jean-Luc Laurent, la date du 10 juin 2012 restera à jamais marquée d'une pierre blanche. Ce jour-là se tient le 1<sup>er</sup> tour des élections législatives, auxquelles le maire du Kremlin-Bicêtre s'est présenté, dans le sillage de la victoire de François Hollande à la présidentielle, un mois plus tôt.

### 100 % DES SUFFRAGES

Selon de fins analystes politiques, ses chances de succès sont assez minces. Face à lui, la candidature du maire communiste d'Ivry-sur-Seine, Pierre Gosnat, qui a remporté la circonscription cinq ans auparavant avec plus de 64 % des suffrages, paraît un obstacle difficilement surmontable. Pourtant, au soir du 10 juin, les résultats du vote bouleversent tous les pronostics. Comptant 33,3 % des bulletins en sa faveur, le maire du Kremlin-Bicêtre sort en tête de ce 1<sup>er</sup> tour, avec près de 1 000 voix d'avance sur son adversaire communiste (30,3 %). « C'est une surprise et une bonne surprise, confesse à chaud Jean-Luc Laurent à un journaliste du Monde. Je pensais que ça allait être difficile et que je serais juste derrière... »

Du côté des supporters du député sortant, la déception est d'autant plus grande qu'à la tribune de son quartier général ivryen, Pierre Gosnat annonce immédiatement qu'en vertu du principe de « désistement républicain » qui prévaut à gauche, il renonce à se présenter au second tour. Conséquence : le 17 juin 2012, Jean-Luc Laurent est élu avec 100 % des suffrages. Un résultat historique dans une circonscription tenue jusque-là par le Parti communiste, Maurice Thorez, secrétaire général du PCF durant 34 ans et figure historique du parti, y étant notamment élu député de 1932 à sa mort, en 1964.

### VIGIE DE LA GAUCHE

Si, porté par la « vague rose nationale », Jean-Luc Laurent fait pour la première fois son entrée au Palais Bourbon après plusieurs tentatives infructueuses (1988, 1993 et 2002), l'homme de 52 ans ne débarque cependant pas en terre inconnue. « Entre 1981 et 1986, en parallèle de son action au PS, se souvient sa femme Marie-Claude, Jean-Luc avait été l'assistant parlementaire de Michel Coffineau, le député socialiste du Val-d'Oise, puis de Michel Charzat, alors député de Paris. Si bien qu'à son arrivée à l'Assemblée nationale, il en connaissait déjà tous les rouages et tous les codes. »

Dès son entrée dans l'hémicycle, le nouveau député s'inscrit d'emblée dans le groupe de la majorité présidentielle, où il occupe cependant une place à part. « En soutenant François Hollande, l'objectif premier était d'être utile à la gauche, mais ça ne faisait pas de lui un "hollandais" pour autant, commente David Dupré, le collaborateur parlementaire de Jean-Luc Laurent durant ses cinq années de mandat. Ce qu'il voulait, c'était aussi soutenir les idées qu'il portait : attachement très profond aux valeurs de la République, à la laïcité, à la souveraineté nationale, etc. » Une « sensibilité de gauche singulière »

**« Il se retrouvait dans la majorité, tout en étant dehors, ce qui faisait de lui une sorte de vigie au sein de la gauche. »**

David Dupré

qui aura permis au président du Mouvement républicain et citoyen (MRC) de conserver tout au long de sa mandature une entière liberté de vote et de parole. « En fait, il se retrouvait dans la majorité, tout en étant dehors, poursuit David Dupré. Une position qui faisait de lui une sorte de vigie au sein de la gauche, d'où il distribuait les bons et les mauvais points ».

### POUR LA CROISSANCE ET LA COMPÉTITIVITÉ

Ayant fait le choix de s'inscrire dans la commission des affaires économiques de l'Assemblée, un domaine « où il se sentait le plus utile et le plus à l'aise, s'étant toujours intéressé aux questions d'industrie », le député du Val-de-Marne ne va pas tarder à se montrer critique, notamment sur ces questions.

Le 29 juin 2012, le président François Hollande annonce en effet son intention de faire ratifier le traité budgétaire européen signé en mars par Nicolas Sarkozy, à l'initiative de la chancelière allemande Angéla Merkel, alors même que le candidat Hollande avait proclamé durant toute la campagne présidentielle vouloir renégocier le traité pour y inclure des mesures de croissance. Qualifiant le traité « d'enfant bancal de Nicolas et d'Angéla », Jean-Luc Laurent refuse de voter pour le texte.

Car les conséquences de la décision présidentielle ne se font pas attendre : le 28 septembre, en Conseil des ministres, Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, présente un budget placé sous le signe de l'austérité, avec une économie de 37 milliards d'euros obtenue grâce à des impôts nouveaux et des dépenses publiques fortement amoindries. Pour l'équipe au pouvoir, c'est le

## « S'il y a aujourd'hui une deuxième station de métro au Kremlin-Bicêtre, Jean-Luc Laurent n'y est pas pour rien... »

prix à payer pour contenir le déficit public dans la limite des 3 % du PIB fixé par la Commission européenne. « Jean-Luc Laurent s'est assez vite prononcé contre ces mesures d'austérité budgétaire qui mettaient la France en croissance zéro, se souvient David Dupré. Pour lui, la croissance était non seulement la condition sine qua non d'un mieux-être social, mais aussi la condition de la réussite de la gauche. »

Une position qui, *a contrario*, l'amène à soutenir le Pacte de compétitivité pour la croissance et l'emploi, annoncé par le gouvernement le 6 novembre 2012. Faisant suite au rapport de Louis Gallois, ce pacte vise, à travers notamment un crédit d'impôt, à redonner aux entreprises qui opèrent en France les moyens de se repositionner de manière offensive et durable dans la compétition internationale, tout en concourant à la compétitivité de l'économie nationale. « Jean-Luc Laurent y était favorable car il faisait partie de cette gauche qui pense que la défense d'une économie productive profite aussi aux plus modestes », commente l'ancien collaborateur parlementaire.

### SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET ÉNERGÉTIQUE

Mais c'est un autre dossier qui, en 2014, fait bondir Jean-Luc Laurent : celui de la vente de la branche énergie du groupe Alstom, alors en grande difficulté financière, à la multinationale américaine Général Electric. Une décision qui revenait – entre autre – à confier la maintenance des turbines des 58 réacteurs nucléaires français à un groupe étranger. « Jean-Luc Laurent s'est battu contre cette cession qu'il ne pouvait pas accepter, se souvient David Dupré. Il y avait là, pour lui, un enjeu de souveraineté industrielle et il était convaincu que c'était un mauvais choix pour l'indépendance énergétique de la France ».

Une préoccupation constante qui devient assez vite un cheval de bataille pour Jean-Luc Laurent, lui qui, l'année suivante, est le seul député de gauche à voter contre le projet de loi relatif à la transition énergétique qui prévoit notamment de plafonner à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité nationale. « À ses yeux, non seulement cette décision entraînait la fermeture de la centrale Fessenheim, avec toutes les conséquences sociales que cela pouvait avoir, mais ça fragilisait l'indépendance énergétique du pays. Pour lui, il était vital de ne pas sortir du nucléaire », rappelle David Dupré, qui note cependant avec un brin d'ironie que « si, dans son camp, Jean-Luc Laurent était minoritaire sur le sujet en 2015, la gauche est aujourd'hui en partie revenue sur ces questions... ».

### TERRORISME, TRANSPORT, LOGEMENT, TRAVAIL

Mais l'économie n'est pas le seul domaine dans lequel Jean-Luc Laurent s'investit durant ces années. Après les attentats sanglants de 2015, qui, début janvier, frappent les dessinateurs du journal satirique *Charlie hebdo*, puis, en novembre, la salle de spectacle du Bataclan, le député du Val-de-Marne, « choqué comme tous les Français » par ces événements, décide de s'engager dans la commission d'enquête parlementaire, afin, précise-t-il, de « passer en revue les

actions de l'État dans le domaine de la police, de la sécurité, de l'intervention des secours et du renseignement, pour regarder s'il n'y a pas de failles, de difficultés, de manques, de manière à mieux s'organiser pour éviter que cela ne se reproduise ».

Cette implication nouvelle n'empêche pas l'élue de prendre position sur d'autres dossiers, moins tragiques, certes, mais tout aussi importants pour la vie courante des habitants. C'est ainsi qu'il se montre favorable à la création de la Métropole du Grand-Paris, afin de mettre en commun toutes les ressources du territoire pour répondre aux enjeux majeurs tels que la construction de nouveaux logements ou la modernisation et le développement du réseau de transport. « Dans son esprit, poursuit David Dupré, il s'agissait de créer une organisation qui respecte les communes et où la solidarité territoriale doit être de mise, notamment en ce qui concerne les transports. S'il y a aujourd'hui une deuxième station de métro au Kremlin-Bicêtre, Jean-Luc Laurent n'y est pas pour rien... ».

Soucieux d'un mieux-être de ses concitoyens, le député s'implique également dans la question du logement en prenant fait et cause pour la défense de la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain), qui oblige la construction de logements sociaux. Ainsi, le 27 janvier 2017, il vote pour la loi « Égalité et citoyenneté » qui prolonge la première et qui comporte un large volet en faveur de la mixité sociale dans l'habitat, une thématique à laquelle Jean-Luc Laurent aura été très attaché tout au long de sa carrière, la considérant comme un des principes les mieux à même de renforcer le tissu social.

Comme 55 de ses collègues de la majorité, en revanche, Jean-Luc Laurent sera vent debout contre le projet de loi travail « El Khomri », présenté devant l'Assemblée au début de l'été 2016, après avoir provoqué de nombreuses manifestations au printemps précédant. En cause, notamment, une disposition qui permet aux accords d'entreprises de déroger aux accords de branches en matière de temps de travail, d'heures supplémentaires ou de congés. Considérant le projet de loi comme « une trahison sociale », Jean-Luc Laurent rejoint donc logiquement le camp des « frondeurs du PS » contre le texte, qui ne sera adopté qu'après que le Premier ministre, Manuel Valls, a dégainé l'arme fatale du « 49-3 »...

Au terme de son mandat, Jean-Luc Laurent pouvait se flatter de s'être impliqué sur nombre de sujets d'importance sans jamais déroger aux principes qui avaient fondé son engagement politique, et « avec le sentiment, disait-il, d'avoir été utile au pays ».

## SES ENGAGEMENTS COMME PARLEMENTAIRE

2012

Contre l'austérité budgétaire, mais pour le pacte de croissance

2014

S'oppose à la vente d'Alstom à Général Electric

2015

S'engage dans la commission d'enquête sur les attentats

2015

Pousse à la création de la Métropole du Grand Paris

2016

Non à la loi travail



# Pour une politique sociale du logement

Création de l'Établissement public foncier d'Île-de-France, habitations en Bail réel solidaire, permis de louer, rénovations de quartiers, réhabilitations, mixité urbaine, coopérative HLM : que ce soit à la Région ou au Kremlin-Bicêtre, Jean-Luc Laurent aura multiplié pendant près de 30 ans les initiatives en faveur de ce qu'il appelait « une politique sociale du logement », afin que chacun puisse trouver un lieu de vie adapté à ses besoins et à ses ressources.

S'il y a bien un sujet qui transcende le parcours politique de Jean-Luc Laurent et qu'il a porté durant toute sa carrière, c'est sans doute celui du logement. Une préoccupation qui s'affirmait très tôt : « En 1983, lorsqu'il a été élu pour la première fois au Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre dans les rangs de l'opposition, la ville était la proie des promoteurs immobiliers, se souvient Marie-Claude, la mère de ses deux enfants. Jean-Luc se désolait de cette situation. Il me disait souvent : " Regarde, on est en train de mettre dehors les classes populaires ! ". » Une remarque qui valait aussi pour Paris, où la flambée des prix de l'immobilier obligeait nombre de familles modestes à s'exiler parfois loin en banlieue pour trouver un logement en rapport avec leurs revenus.

## ACCESSION SOCIALE À LA PROPRIÉTÉ

« Pour Jean-Luc Laurent, il était inconcevable que les hommes, les femmes et les enfants puissent vivre dans des logements indignes. Il savait qu'il fallait tout faire pour réussir une vraie mixité sociale, combattre les fractures sociales urbaines qui minent notre société, entretiennent les ségrégations et les séparatismes qui éloignent de la République », témoigne Marie-Noëlle Lienemann (PS), l'ancienne ministre déléguée au logement et au cadre de vie du gouvernement de Pierre Bérégovoy (1992-1993).

« Ce qu'il voulait, c'était construire une politique sociale du logement et non une politique du logement social », commente de son côté David Dupré, qui fut le collaborateur de Jean-Luc Laurent pendant plus de dix ans. « Mener une politique sociale du logement, expliquait Jean-Luc Laurent dans nos colonnes en avril 2021, c'est permettre à chacun de se loger dans sa ville, d'accéder à la propriété ou à un logement privé de qualité à un prix abordable, mais aussi favoriser l'accession sociale à la propriété. Cela veut dire concrètement de lutter contre la hausse de l'immobilier, mais aussi la cherté des loyers à la location ».

**« Rien ne peut se décider sans les Kremlinois. »**

## MAITRISE DU FONCIER

Un combat pour lequel Jean-Luc Laurent trouvait un puissant levier d'action à la Région Île-de-France. Élu conseiller régional dès 1986, il participa à la victoire de la gauche en Île-de-France, en 1998 sur la liste portée par Jean-Paul Huchon et devint vice-président du conseil régional en charge du logement et de l'action foncière en



2004. « Pour avoir une emprise sur le marché de l'immobilier, Jean-Luc Laurent avait bien compris qu'il fallait maîtriser le foncier », concède David Dupré. Aussi, avec l'opiniâtreté et la détermination qui étaient les siennes, va-t-il convaincre tous les élus du Conseil régional de créer en décembre 2006 l'Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF), dont il assure la présidence au début de l'année suivante.

Dès lors, sous son impulsion, l'EPFIF devient l'opérateur foncier des collectivités franciliennes, en s'attachant à négocier et acheter des terrains soit pour des opérations d'aménagement ou des projets immobiliers, soit pour saisir des opportunités en vue de projets futurs. Objectif : réaliser chaque année 70 000 logements « géographique-

ment et socialement adaptés » sur le territoire, en cédant les emprises foncières au prix de revient, sans bénéfice ni rémunération et sans prise en compte de la hausse du prix du foncier. « La création de l'EPFIF a permis aux collectivités de mieux contrôler ce qui se passe sur leur territoire, notamment en matière de création de logements sociaux et de lutte contre l'habitat indigne, un sujet qui importait beaucoup à Jean-Luc », souligne David Dupré. Grâce à son action, la Région a mis des budgets conséquents pour la rénovation et la réhabilitation de quartiers entiers, qui comportaient beaucoup de logements des années 1960 », complète-t-il.

## BRS ET PERMIS DE LOUER

Un bouquet de solutions et de principes que le maire du Kremlin-Bicêtre aura aussi eu à cœur de mettre en place dans sa ville, en les adaptant à la situation locale. C'est ainsi qu'en février 2021, il inaugura les premiers logements franciliens en Bail réel solidaire (BRS), un dispositif législatif innovant qui, en dissociant le foncier du bâti, permet aux foyers plus modestes d'acquérir leur bien 25 à 40 % moins cher que le prix du marché. « Ce mécanisme, dont nous allons

location, la mesure oblige ceux-ci à solliciter un avis de la Ville, qui peut procéder à des enquêtes pour s'assurer que le bien est en bon état, et, le cas échéant, refuser l'autorisation si le logement présente des risques en matière de santé et de salubrité et ne respecte pas les critères d'habitabilité (surface, confort, équipement, performances énergétiques). Une manière habile d'assurer des conditions de vie plus décentes au plus grand nombre.

## DÉCIDER ENSEMBLE

L'autre chantier dont Jean-Luc Laurent se sera également saisi à bras le corps est celui du renouvellement du parc public, avec la démolition-reconstruction de la résidence Schuman et la réhabilitation de celle des Hauts-Martinets. Des projets dans lesquels Jean-Luc Laurent associait d'emblée les locataires. Alors que pour la résidence Schuman des consultations individuelles étaient mises en place pour répondre aux attentes et aux besoins des locataires et pouvoir les reloger dans de bonnes conditions, les habitants des 407 logements de la résidence des Hauts-Martinets étaient quant à eux invités à participer à des concertations pour qu'ils puissent choisir collectivement des rénovations à effectuer dans leurs appartements, mais aussi dans les parties communes. Un principe que le maire n'aura eu de cesse d'appliquer dans tous les projets immobiliers qu'il aura entrepris. « En matière d'habitat et de construction de la ville, avait-il l'habitude de dire, rien ne peut se décider sans les Kremlinois. Il faut prendre le temps de concerter les habitants et de décider ensemble ».

## MIXITÉ ET COOPÉRATIVE

Il est une thématique qui aura irrigué toute la politique sociale du logement de l'élu : celle de la mixité. Afin que ne se constituent pas des ghettos de riches et des ghettos de pauvres, mais qu'au contraire chacun, d'où qu'il vienne et quel que soit son niveau de revenu, puisse trouver à s'installer, Jean-Luc Laurent s'était fixé pour objectif de faire passer la ville de 37 % à 40 % de logements sociaux. « Cette ambition vise d'abord et avant tout à protéger les habitants en offrant plus de possibilités de se loger pour les jeunes qui veulent rester dans la ville où ils ont grandi et pour les 2 000 demandeurs de logement social que compte la commune. La politique du logement est le nerf de la guerre pour conserver à notre ville son identité : celle d'une ville à taille humaine et pour tous », précisait-il en avril 2023, au moment où une étude menée par L'INSEE révélait que Le Kremlin-Bicêtre était la ville la plus mixte d'Île-de-France.

Une ambition qui conduisait aussi le maire à s'opposer à la fusion-absorption de Kremlin-Bicêtre Habitat par Opaly en créant la Coopérative HLM KBH. « La coopérative permettra une gestion plus humaine, plus proche des habitants et de qualité, expliquait-il. Je connais l'insatisfaction des habitants de Kremlin-Bicêtre Habitat et leur aspiration légitime à avoir plus de proximité et plus d'écoute. Cela prendra du temps, nous devons reconstruire du lien, mais c'est ce que nous ferons avec la Coop' ». Un engagement que Jean-Luc Laurent ne pourra tenir lui-même, la structure entrant en fonctionnement le 1<sup>er</sup> janvier 2024, soit deux semaines à peine avant que lui-même ne rejoigne sa dernière demeure.



« C'était un peu comme un membre de la famille. »

Florence

## L'adieu

Le samedi 13 janvier 2024, soit deux jours après le décès de Jean-Luc Laurent, plus d'un millier de Kremlinois se rassemblaient au gymnase Ducasse pour rendre un dernier hommage à celui qui fut leur maire pendant près d'un quart de siècle. La présence de nombreuses personnalités politiques de tous bords témoignait également de l'importance que cet homme de cœur et de convictions aura eu sur la vie politique française.

Enfin, la mort aura dû s'y reprendre à deux fois avant d'emporter Jean-Luc Laurent. Victime d'une première attaque cardiaque peu de jours avant Noël, cet homme pourtant tenace et combatif n'aura pas résisté à un deuxième assaut, le 11 janvier 2024. Il avait 66 ans. Lui qui, pris par les devoirs de sa charge, avait la fâcheuse habitude d'arriver très souvent en retard, se sera donc présenté bien trop en avance à son ultime rendez-vous. C'est peut-être le seul reproche qu'on pourrait lui faire. Pour le reste, l'homme ne laisse derrière lui que des regrets, comme en témoigne le millier de Kremlinois venu lui rendre hommage, le samedi 13 janvier, dans l'enceinte du gymnase Ducasse.

### LE MAIRE DE TOUS LES KREMLINOIS

Dans la foule aux visages graves et aux yeux souvent rougis, on trouvait notamment Michel, un proche de Jean-Luc Laurent. « Sa passion, c'était la politique avec des convictions de gauche très marquées et avec le service public comme crédo. Quand je l'ai vu

à l'hôpital lundi dernier, il s'inquiétait encore pour la Ville ! », se rappelait-il avec un sourire rempli d'une indicible tristesse.

**« Sa passion, c'était la politique avec des convictions de gauche très marquées et avec le service public comme crédo. »**

Michel

Non loin de là, alors que beaucoup d'habitants décrivaient un homme « entièrement dévoué à sa ville », « fidèle à ses valeurs comme à ses amis », Lyes, Habib et Ali n'auraient manqué cette soirée pour rien au monde. « On se voyait régulièrement depuis

trois décennies, assénaient-ils en cœur, la voix teintée d'émotion. Il travaillait pour tous les Kremlinois, sans distinction et était à l'écoute de tout le monde. On a tous beaucoup perdu aujourd'hui ».

Nombre d'agents de la Ville avaient également tenu à être présents pour dire adieu au « patron », ainsi qu'ils l'appelaient avec affection. « C'était un peu comme un membre de la famille, témoignait ainsi Florence, une ancienne membre du CCAS. Il était très à l'écoute des habitants et des agents, avec un côté humain rare. C'était un maire comme je souhaite à toutes les communes d'en avoir : très dévoué, fidèle à ses convictions et se battant toujours pour défendre la ville et ses habitants ».

Un sentiment partagé par Gilles, un Kremlinois de longue date : « C'était l'exemple même de ce que doit être un élu de la République, avec une grande force de travail et une volonté farouche d'union, de rassemblement. Car il défendait tous les habitants, quelle que soit leur couleur politique. » Entendant cela, Bernard Aubague, ancien conseiller municipal d'opposition durant les trois mandats précédents, ne pouvait s'empêcher d'approuver : « Jean-Luc Laurent était un vrai républicain qui aura incarné la fonction en respectant le jeu démocratique et les droits de l'opposition. »

### « L'INCARNATION DE LA RÉPUBLIQUE »

Une affirmation que la présence dans la salle de nombreuses personnalités politiques de tous bords semblait confirmer. « Il n'était pas tout à fait comme les autres, et c'est sans doute pour ça que nous sommes si nombreux à venir de toutes les rives de la politique pour lui rendre hommage, confiait ainsi Valérie Péresse, la présidente de la région Île-de-France. Homme de passion et de grande qualité, rajoutait-elle, il était l'incarnation de la République ».

Comme pour mieux souligner ces propos, Sophie Thibault, la préfète du Val-de-Marne, montait alors à la tribune revêtue de son uniforme préfectoral afin qu'à travers elle « l'État républicain exprime son immense gratitude et témoigne de son profond respect à un homme qui s'est, sans relâche, voué à la défense de ses principes et de sa devise : liberté, égalité, fraternité ». Rappelant la « relation humaine d'une très grande qualité fondée sur le respect mutuel et le souci de l'intérêt général » qu'elle avait tissée au fil des ans avec le maire du Kremlin-Bicêtre, elle ajoutait : « Il avait choisi la voie du dialogue et de la coopération plutôt que celle du conflit. En grand sage de la vie publique, il savait que c'était la voie du juste milieu entre la force et la concorde, celle qui était la mieux à même de servir ce que nous avons en commun : la République. »

### AMITIÉ, CONFIANCE ET RESPECT

Tandis qu'Arnaud Montebourg, l'ancien ministre du président Hollande, déplorait la perte d'« un ami depuis toujours », Jean-Pierre Chevènement, également ancien ministre et fondateur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), disait partager « le deuil de tous ceux à qui la mort de Jean-Luc provoque un immense chagrin : celui de la perte d'un homme aux convictions solides et au caractère

bien trempé qui fut pour moi un incomparable compagnon de route. Quand j'ai démissionné de mon poste de ministre des Armées à la suite de divergences politiques, il a pris mon siège au Parti socialiste. C'est dire à quel point je pouvais lui faire confiance ».

Visiblement ému par le départ soudain de Jean-Luc Laurent avec qui il avait tissé « des liens de confiance et d'amitié » malgré le fait qu'il se soient politiquement « confrontés, mais toujours dans le respect », Patrick Ollier, le président de la Métropole du Grand Paris (MGP) rappelait son engagement en faveur du logement, un domaine dans lequel l'ancien maire s'était particulièrement impliqué en tant que vice-président de la région Île-de-France chargé du logement dans la majorité du socialiste Jean-Paul Huchon entre 2004 et 2010. Tout comme Marie-Noëlle Lienemann, secrétaire d'État au logement en 2001 et ancienne maire (PS) d'Athis-Mons (Essonne), qui se souvenait également de son autre combat en faveur de la défense de la laïcité en décrivant « un acteur infatigable d'un quotidien meilleur pour tous ».

### « SALUT ET FRATERNITÉ »

Sur l'estrade, devant laquelle des dizaines de couronnes de fleurs s'amoncelaient, l'émotion était palpable au moment où Jean-François Delage, alors premier adjoint, prenait la parole, entouré par tous les membres du Conseil municipal. « Jean-Luc Laurent était un de ces maires qui porte sur ses épaules le poids de l'idéal républicain et ce au quotidien, affirmait-il. Il était capable de passer en une seconde des grands projets de la Ville aux cas individuels d'agents ou d'habitants, aux plus petits détails, qu'il s'agisse d'une cérémonie ou de courriers laissés trop longtemps sans réponse. Il faut se souvenir de ça pour comprendre la portée de son engagement. Un engagement absolu, sans faille, corps et âme, jusqu'au bout de son être ». Après avoir demandé deux minutes de silence, « une pour le maire et une pour l'homme », Jean-François Delage adressait à son « mentor » la formule que Jean-Luc Laurent affec-

**« Il travaillait pour tous les Kremlinois, sans distinction et était à l'écoute de tout le monde. »**

Lyes, Habib et Ali

tionnait tant et qu'il lui avait dite quelques heures seulement avant de partir : « Salut et Fraternité ». Dans un élan spontané, la salle, se tournait alors vers l'immense photo de Jean-Luc Laurent pour l'applaudir une dernière fois, longuement.

Alors que la majorité du public commençait à quitter les lieux, certains restaient sur place, comme pour prolonger encore un peu le moment et partager quelques souvenirs. C'était le cas de Marco, cuisinier sur la ville pendant plusieurs décennies. « Dans tous les restaurants où j'ai travaillé, il est venu. Je crois qu'il aimait bien ma cuisine !, se rappelait-il avec un triste sourire. Et puis, quand j'ai été hospitalisé pour mon cancer, il est venu me voir. Quand j'ai eu le Covid, il m'appelait une fois par semaine pour prendre de mes nouvelles. En fait, c'était un épicurien qui adorait les gens. Il voulait sans cesse les aider. Car il avait du cœur. Beaucoup. Surtout pour les autres, mais, hélas, peut-être, pas assez pour lui-même... » Tout était dit.

